TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MONTRÉAL

DOSSIER : **C-2022-5389-1** (20-2279-1)

LE 10 JUILLET 2025

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE EDITH CREVIER,
JUGE ADMINISTRATIF**

LA COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

c.

Le sergent **HUGO LAVIGNE**, matricule 12257
Membre de la Sûreté du Québec

DÉCISION RECTIFIÉE SUR SANCTION

CONSIDÉRANT l'article 41 du *Règlement sur la preuve, la procédure et la pratique du Tribunal administratif de déontologie policière* (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.1), le Tribunal administratif de déontologie policière rectifie sa décision rendue le 8 juillet 2025, en ajoutant à la fin les mots « IMPOSÉE SOUS LE CHEF 1 » après le mot « MESURE », et remplace la décision par la présente.

INTRODUCTION

[1] Le Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) rend une décision le 29 avril 2024 et décide que le sergent Hugo Lavigne a dérogé aux articles 6 et 9 du *Code de déontologie des policiers du Québec*¹ (Code).

¹ RLRQ, c. P-13.1, r. 1.

[2] Le Tribunal doit maintenant lui imposer une sanction juste et raisonnable, compte tenu des objectifs visés au Code, qui vise à assurer une meilleure protection des citoyens et citoyennes en développant au sein des services policiers des normes élevées de services à la population et de conscience professionnelle dans le respect des droits et libertés de la personne².

RAPPEL DES FAITS

[3] Le 20 octobre 2020, convaincu qu'un camion de collecte de matières organiques a endommagé son panier de basketball installé devant son domicile, le sergent Hugo Lavigne communique avec l'entreprise de collecte afin d'obtenir un dédommagement. Il essuie un refus. Il informe donc son interlocuteur, le superviseur de l'entreprise de collecte, qu'il est policier et que les choses n'en resteront pas là.

[4] Le sergent Lavigne contacte ensuite le directeur de l'entreprise de collecte, monsieur Nicolas Corbeil. Le sergent Lavigne lui dit qu'il est policier et que les choses n'en resteraient pas là, qu'il allait remettre un constat pour délit de fuite avec amende et points d'inaptitude au conducteur du camion de collecte et qu'il enverrait une mise en demeure pour dédommagement à l'entreprise de collecte.

[5] Toujours le 20 octobre, monsieur Corbeil se rend devant le domicile du sergent Lavigne avec les deux employés du camion de collecte, monsieur Mamadou Dian Bah et monsieur Anes Laroui, pour réaliser une reconstitution et en avoir le cœur net. La conjointe du sergent Lavigne est présente et l'appelle pour l'en aviser. Aux alentours de l'heure de son souper, le sergent Lavigne se présente à son domicile dans son véhicule de fonction et porte son uniforme complet.

[6] Il choisit l'occasion pour rencontrer et informer monsieur Corbeil ainsi que les éboueurs qu'il est policier et que, s'il n'est pas dédommagé, il entend émettre un constat pour délit de fuite avec amende et points d'inaptitude à l'endroit du conducteur du camion, monsieur Dian Bah, et qu'il entend expédier une mise en demeure à l'entreprise de collecte.

[7] Il demande à monsieur Dian Bah de lui remettre une carte d'identité, et inscrit sur son calepin de notes de fonction les coordonnées de ce dernier. Il l'informe que son constat lui serait remis un autre jour, au poste de police, où il aura la possibilité de fournir sa déclaration. Le sergent Lavigne dit à monsieur Dian Bah qu'il est important qu'il dise la vérité, en outre, parce qu'il pourrait être poursuivi au criminel en cas d'une fausse déclaration.

² *Id.*, art.3.

[8] Le Tribunal a conclu que le sergent Lavigne a manqué de désintéressement, d'impartialité, et qu'il s'est placé dans une situation de conflit d'intérêt lorsqu'il a brandi d'exercer un privilège de fonction (délivrer un constat) dans une situation le concernant personnellement s'il ne reçoit pas satisfaction d'un intérêt pécuniaire (dédommagement). Il n'était pas fatal pour le sergent de croiser les employés de l'entreprise de collecte devant son domicile. C'est plutôt le choix qu'il a fait de se placer dans une situation de conflit d'intérêt, en *agissant* à titre de policier dans une situation où il compromettrait son désintéressement et son impartialité, qui engage sa responsabilité déontologique.

[9] Le 22 octobre, monsieur Corbeil appelle le sergent Lavigne pour s'enquérir de la marche à suivre afin que monsieur Dian Bah récupère son constat. Le sergent Lavigne fait une ultime tentative d'obtenir une compensation financière, afin « d'éviter » à monsieur Dian Bah un constat, mais essuie un refus de monsieur Corbeil. Le Tribunal a conclu que le sergent a subordonné à nouveau l'exercice d'un privilège de ses fonctions à la satisfaction d'un intérêt personnel pécuniaire.

[10] Lors de cet appel, il dit à monsieur Corbeil d'aviser ses conducteurs qu'ils « n'auront plus aucun passe-droit » pour la remise de constats lors d'infractions au *Code de la sécurité routière*³ (CSR) sur le territoire de Saint-Hyacinthe. Tout ceci est confirmé par le sergent Lavigne à l'audience lorsqu'il affirme qu'il n'en aurait *plus laissé passer une* s'il n'avait pas été payé. Le Tribunal a conclu qu'il menace ni plus ni moins d'exercer un privilège de fonction d'une manière distincte et accrue, spécifiquement aux conducteurs d'une entreprise qui refuse de lui offrir un dédommagement financier.

[11] À la fin de l'appel, le sergent Lavigne intervient à nouveau directement dans une situation le concernant personnellement en fixant un rendez-vous au poste de police à monsieur Dian Bah le lendemain matin pour fournir sa déclaration et récupérer son constat.

[12] Le Tribunal a conclu que le sergent Lavigne s'est placé dans l'exercice de ses fonctions, tant le 20 octobre lorsqu'il rencontre le trio Corbeil, Dian Bah et Laroui à son domicile que le 22 octobre lors de son appel téléphonique avec monsieur Corbeil. Il a manqué de désintéressement, d'impartialité et s'est placé dans une situation de conflit d'intérêt.

[13] Le lendemain, soit le 23 octobre, durant un rassemblement des agents de la relève de jour et alors qu'il est sur son quart de travail en sa capacité de sergent, le sergent Lavigne demande si un agent veut s'occuper d'un dossier dans lequel il est plaignant afin de remettre un constat pour délit de fuite. L'agent Alexandre Chaput-

³ RLRQ, c. 24.2.

Lussier se porte volontaire. Le sergent Lavigne avait alors inscrit « *Art.170 »⁴ au chapitre des « Interventions policières demandées » de son Rapport d'activités quotidiennes.

[14] Comme le reconnaît le sergent Lavigne : « *Je me suis arrangé pour que cette visite [de monsieur Dian Bah au poste pour recevoir son constat] soit faite alors que mon équipe était en fonction. À l'arrivée du conducteur et de monsieur Corbeil, j'ai demandé un volontaire et l'agent Alexandre Chaput-Lussier est allé rencontrer [monsieur Dian Bah] ».*

[15] L'agent Chaput-Lussier est informé du rendez-vous déjà fixé avec monsieur Dian Bah par le sergent Lavigne pour la remise du constat de délit de fuite. Le sergent remet à l'agent Chaput-Lussier les coordonnées de monsieur Dian Bah notées sur son calepin. Le jour même, à 11 h 21, l'agent Chaput-Lussier signifie un constat en vertu de l'article 170 du CSR à monsieur Dian Bah.

[16] Pour le Tribunal, le manque de désintéressement et d'impartialité ainsi que le conflit d'intérêt du sergent sont limpides lorsqu'il utilise l'occasion d'un briefing d'équipe pour faire appel à un collègue afin d'agir en son nom. L'agent Chaput-Lussier témoigne : « *J'ai été simplement l'intermédiaire et l'outil qui a servi pour l'émission du constat d'infraction parce qu'il ne pouvait pas le faire, ni plus ni moins* ». Il reconnaît que son sergent a demandé un volontaire pour émettre un constat *pour lui* et, à un autre moment, qu'il s'occupait du constat *pour Lavigne*. L'agent Chaput-Lussier n'était que l'instrument utilisé par le sergent Lavigne pour arriver à ses fins.

[17] Ce n'est que le lendemain de la délivrance du constat, le 24 octobre, que le sergent Lavigne rédige et signe sa déclaration au soutien du constat. Il s'affaire à cette rédaction durant son quart de travail, dans son bureau et sur son ordinateur professionnel. L'agent Chaput-Lussier reçoit et contresigne cette déclaration. C'est aussi le 24 octobre que l'agent Chaput-Lussier reçoit et consigne la version verbale détaillée des événements de son sergent, ainsi que la preuve photographique à son soutien.

[18] Le Tribunal a conclu que le sergent Lavigne a fait preuve d'un manque flagrant de jugement. En manquant ainsi de désintéressement, d'impartialité et en se plaçant dans une situation de conflit d'intérêt, il a dérogé à l'article 9 du Code.

[19] Le Tribunal a aussi conclu que le sergent Lavigne a cherché à intimider et à imposer sa force et son autorité envers monsieur Dian Bah lorsqu'il l'a menacé d'une conséquence légale grave, sérieuse et onéreuse, soit un constat pour délit de fuite, et qu'il l'a avisé qu'il s'exposait à des conséquences criminelles s'il mentait. Il cherchait à inspirer la crainte et à l'intimider dans le but d'obtenir un dédommagement financier

⁴ Il s'agit de l'article du CSR en vertu duquel il demande assistance afin de délivrer un constat.

auprès de l'employeur de monsieur Dian Bah. Il est d'ailleurs passé des paroles aux actes le 23 octobre. Monsieur Dian Bah fut instrumentalisé comme levier de négociations.

[20] Le Tribunal a conclu que le sergent Lavigne menaçait monsieur Corbeil par personne interposée, qu'il cherchait à imposer son autorité à son endroit pour infléchir sa décision de le dédommager. Il savait que monsieur Corbeil était celui qui avait le pouvoir d'accepter ou de refuser sa réclamation. Il a cherché des moyens de l'atteindre dans son intégrité professionnelle pour l'amener à accomplir ce qu'il n'était pas obligé de faire : lui payer un dédommagement. À défaut d'avoir une emprise personnelle sur lui, il a brandi le spectre de représailles contre monsieur Dian Bah et les autres conducteurs sur le territoire de Saint-Hyacinthe pour l'intimider et atteindre ses fins.

[21] Ainsi, le Tribunal est d'avis que le sergent Lavigne a abusé de son autorité à l'égard de messieurs Dian Bah et Corbeil en les intimidant, dérogeant ainsi à l'article 6 du Code. En agissant ainsi, le sergent a démontré un manque flagrant de jugement.

POSITION DES PARTIES

[22] Les procureurs de la Commissaire à la déontologie policière (Commissaire) recommandent au Tribunal d'imposer les sanctions suivantes :

- **Chef 1** (n'a pas agi avec désintéressement et impartialité et n'a pas évité de se placer dans une situation où il serait en conflit d'intérêts, commettant ainsi un acte dérogatoire à l'article 9 du Code) :
 - une suspension sans traitement d'une durée de six jours;
- **Chef 2** (a abusé de son autorité à l'égard de monsieur Dian Bah en l'intimidant, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article 6 du Code) :
 - une suspension sans traitement d'une durée de deux jours;
- **Chef 3** (a abusé de son autorité à l'égard de monsieur Corbeil en l'intimidant, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article 6 du Code) :
 - une suspension sans traitement d'une durée de deux jours;

Le tout, à être purgé de manière consécutive.

[23] Aussi, en sus des suspensions et conformément à l'article 234 al. 2 (1) de la *Loi sur la police*⁵ (Loi), il est suggéré au Tribunal d'imposer à l'intimé de suivre avec succès une formation à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en supervision de patrouille, d'une durée de 96 heures.

[24] La partie policière suggère au Tribunal d'imposer une réprimande pour chacun des trois chefs. Subsidiairement, si le Tribunal en venait à imposer des suspensions, la partie policière allègue qu'elles devraient être purgées de manière concurrente. Elle considère qu'imposer une mesure n'est pas justifié.

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX APPLICABLES EN MATIÈRE DE SANCTION DÉONTOLOGIQUE

[25] La sanction n'a pas pour but de punir, mais bien d'atteindre l'objectif primordial de la protection du public⁶. Elle doit par ailleurs être dissuasive à l'égard du policier concerné et exemplaire vis-à-vis des autres membres de la profession⁷.

[26] Les sanctions pouvant être imposées à un policier trouvé responsable d'un acte dérogatoire au Code sont les suivantes :

« **234.** Lorsque le Tribunal décide que la conduite d'un policier est dérogatoire au Code de déontologie, il peut, dans les 14 jours de cette décision, imposer à ce policier pour chacun des chefs, l'une des sanctions suivantes, lesquelles peuvent être consécutives, le cas échéant :

- 1° (*paragraphe abrogé*);
- 2° la réprimande;
- 3° (*paragraphe abrogé*);
- 4° la suspension sans traitement pour une période d'au plus 60 jours ouvrables;
- 5° la rétrogradation;
- 6° la destitution.

⁵ RLRQ, c. P-13.1.

⁶ Pierre BERNARD, « *La sanction en droit disciplinaire : quelques réflexions* », dans S.F.C.B.Q., vol. 206, *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire (2004)*, Cowansville, Éditions Yvon Blais.

⁷ *Longpré c. Monty*, 2003 CanLII 21391 (QC CQ); *Cartaway Resources Corp. (Re)*, 2004 CSC 26; *Bourdelais c. Comptables agréés (Corp. professionnelle des)*, [1990] D.D.C.P. 293.

Le Tribunal peut imposer à ce policier, en plus des sanctions prévues au premier alinéa, l'une ou l'autre des mesures suivantes:

1° suivre avec succès une formation;

2° suivre avec succès un stage de perfectionnement, s'il estime que le niveau de compétence du policier s'avère inférieur aux exigences de la protection du public.

[...] »

[27] Aux fins de la détermination d'une sanction, le législateur prévoit⁸ que le Tribunal doit considérer la gravité des inconduites commises, compte tenu de toutes les circonstances, ainsi que la teneur du dossier de déontologie du policier.

[28] Afin d'imposer la sanction appropriée pour l'inconduite, le Tribunal doit examiner la gravité objective⁹ de la faute déontologique, laquelle comporte deux volets : la gravité intrinsèque et la gravité contextuelle.

[29] La gravité intrinsèque s'analyse en lien avec les valeurs qui constituent le fondement des devoirs et des normes de conduite énoncés au Code : la compétence et la confiance (assurer une meilleure protection des citoyens), la probité, l'intégrité et le professionnalisme (assurer des normes élevées de services à la population et de conscience professionnelle) dans le respect des droits et libertés des citoyens.

[30] Après avoir identifié le manquement ou l'omission concernant le devoir ou la norme de conduite en question, le Tribunal situe l'inconduite dans son contexte. L'analyse des circonstances factuelles de chaque affaire permet au Tribunal d'en faire ressortir la gravité contextuelle.

[31] Une fois la faute ainsi contextualisée, le Tribunal la compare, dans la mesure du possible, à d'autres inconduites de même nature. La jurisprudence permet d'identifier la fourchette des sanctions imposées en semblable matière avec nuance, cohérence et à la lumière des circonstances particulières de chaque affaire. Cette souplesse permet au décideur de demeurer proportionnel à la gravité du manquement reproché tout en s'harmonisant aux précédents, pour que les policiers ayant commis des actes dérogatoires semblables dans des circonstances similaires reçoivent des sanctions comparables.

⁸ *Loi sur la police*, préc., note 5, art. 235.

⁹ Pierre BERNARD, « *La sanction en droit disciplinaire : quelques réflexions* », dans S.F.C.B.Q., vol. 206, *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire (2004)*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, p. 87 et 88.

[32] Rappelons que les fourchettes de sanctions constituent des guides ayant comme objectif d'harmoniser les sanctions et ne sont pas des carcans. La jurisprudence doit être évolutive afin de s'adapter à l'époque et aux problématiques pouvant survenir relativement à un type d'acte dérogatoire en particulier¹⁰.

[33] Finalement, la sanction devant être individualisée, le Tribunal identifie les facteurs subjectifs propres au policier. Ils pourront avoir un effet atténuant, aggravant ou tout simplement neutre, n'ayant dans ce dernier cas aucune influence sur la sanction envisagée à l'intérieur de la fourchette. En règle générale, ils ne pourront cependant pas prévaloir sur la gravité objective de l'inconduite.

La gravité intrinsèque des inconduites

[34] Comme le mentionne la Cour d'appel dans l'affaire *Marston*¹¹, le Tribunal doit considérer la protection du public, l'atteinte à l'intégrité et à la dignité de la fonction, la dissuasion à l'égard de l'individu et de l'ensemble des personnes exerçant la même fonction et doit servir d'exemple.

[35] Les policiers jouissent de pouvoirs extraordinaires. Comme le veut la maxime populaire : Là où il y a un grand pouvoir, il y a une grande responsabilité. C'est dire qu'il incombe aux policiers d'exercer leurs fonctions en évitant de se placer dans une situation de conflit d'intérêts, ce qui pourrait compromettre leur impartialité ou affecter leur jugement et leur loyauté.

[36] Fort du pouvoir de faire appliquer la loi, l'agent de police doit reconnaître les situations où il doit éviter d'intervenir. Ne pas le faire est grave de conséquences, car cela affecte la confiance du public dans les services de l'ordre. Les policiers sont des acteurs importants du système judiciaire et, en agissant comme il l'a fait, le sergent Lavigne donne l'impression qu'il peut se faire justice lui-même en utilisant les pouvoirs dévolus par ses fonctions.

[37] Le sergent Lavigne use de son statut pour intimider et tenter d'infléchir la décision de monsieur Corbeil, tout en plaçant monsieur Dian Bah captif de ses tractations. Or, l'abus d'autorité est un manquement déontologique sérieux, car il est, selon la jurisprudence, un geste répréhensible, mauvais, immodéré ou excessif¹².

¹⁰ *Commissaire à la déontologie policière c. Chalin-Therrien*, 2021 QCCDP 51.

¹¹ *Marston c. Autorité des marchés financiers*, 2009 QCCA 2178.

¹² *Côté c. Johnson*, 500-02-023612-927, 2 juin 1994, j. Poirier; voir aussi *Pagé c. Simard*, 2014 QCCQ 1351.

[38] En somme, les fautes commises par le sergent Lavigne sont particulièrement graves. Cette façon d'agir est très loin de préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction et justifie une suspension sans traitement.

La gravité contextuelle des inconduites

[39] Au moment des événements, le sergent Lavigne est policier depuis environ 15 années. C'est dire qu'il est un agent d'expérience.

[40] Plus encore, il occupe des fonctions supérieures à titre de sergent. Il est appelé à superviser, à guider et à conseiller la conduite d'autres agents. Il est attendu qu'il connaisse et maîtrise les devoirs et obligations déontologiques qui s'imposent aux policiers, en outre, afin qu'il soit possible de se fier à son bon jugement lorsque son leadership est sollicité. Sa conduite devrait servir d'exemple aux agents qu'il supervise.

[41] Il choisit plutôt d'utiliser son statut de sergent afin de solliciter un subalterne pour agir pour lui, et auprès de qui il bénéficie d'un statut privilégié sur la foi qui lui est accordée à titre de sergent. Il utilise l'occasion de son quart de travail de sergent pour mettre à l'ordre du jour un constat dans lequel il est plaignant.

[42] Soulignons de plus qu'il utilise un constat à l'endroit de monsieur Dian Bah comme levier de négociations auprès de l'entreprise de collecte.

[43] Alors qu'il témoigne ouvertement tolérer de nombreuses infractions au CSR de la part de conducteurs routiers de profession, il reconnaît qu'il comptait utiliser l'occasion de ses fonctions en patrouille pour exercer un traitement différencié face aux conducteurs de l'entreprise de collecte. Autrement dit, il aurait délivré des constats à ceux-ci dans des circonstances où il ne l'aurait pas fait pour d'autres¹³.

[44] Lors des événements, le sergent Lavigne a eu plusieurs occasions de réévaluer la situation, de réfléchir à ses paroles et ses gestes, et de se garder d'exercer ses fonctions dans une situation le concernant personnellement. Les fautes déontologiques s'étaient et se répètent sur plusieurs heures, voire plusieurs jours.

[45] Malgré qu'il s'en défende, le sergent Lavigne cherchait à tirer un bénéfice personnel de ses inconduites, soit la gratification pécuniaire d'un dédommagement.

[46] D'autre part, le Tribunal note l'absence de dossier déontologique.

¹³ Si un règlement financier n'était pas intervenu avec l'entreprise de collecte.

[47] Quant au risque de récidive, voici pourquoi le Tribunal le considère comme facteur neutre.

[48] Lors de l'audience sur le fond, le sergent Lavigne exprimait sa surprise d'avoir été cité en déontologie car il ne concevait pas s'être placé dans une situation de conflit d'intérêt, ni d'avoir tenu des propos intimidants car il avait en tout temps, disait-il, parlé sur un ton « calme ». Lors de l'audience sur sanction, le sergent Lavigne choisit de ne pas témoigner pour mettre en preuve ou exprimer un quelconque changement de position.

[49] Le sergent Lavigne témoigne cependant lors d'une réouverture d'enquête sur sanction à la demande de la Commissaire. L'essence de son témoignage porte sur un changement de fonction, c'est-à-dire qu'il travaille principalement en milieu scolaire en prévention et intervention. Il ne s'agit toutefois pas d'un poste permanent, mais d'un « prêt » annuel du 20 août au 30 juin, fait à sa demande et rendu possible sur approbation de l'employeur.

[50] Le sergent Lavigne conserve toutefois son grade de sergent et, à ce titre, il exerce ses fonctions en remplacement de collègues pendant la période estivale (du 30 juin au 20 août, à l'exclusion de ses vacances personnelles). Il est alors *notamment* appelé à se présenter sur des opérations majeures, à superviser et à corriger des rapports.

[51] C'est dire qu'il occupe toujours des fonctions de gestion et de supervision.

[52] Il pourrait d'ailleurs être appelé à reprendre ses fonctions de sergent à temps plein si son employeur choisissait de mettre fin à son « prêt » en milieu scolaire. Le sergent Lavigne témoigne qu'il n'est pas certain s'il choisirait alors de renoncer à sa fonction de sergent (qui lui amène un salaire beaucoup plus intéressant) pour un poste en milieu scolaire à temps plein.

[53] Il compte prendre sa retraite, dans environ 5 années et demie.

[54] À l'occasion de cette audience sur réouverture d'enquête en sanction, après que le sergent Lavigne eut terminé de répondre aux questions des procureurs, le Tribunal s'adresse à lui. C'est lors de cet ultime échange et suite à une question du Tribunal que le sergent Lavigne avance regretter les gestes posés auprès de monsieur Corbeil et de monsieur Dian Bah. Il déclare que s'il était placé dans la même situation, il choisirait de se retirer et se garderait d'intervenir. Il ne tiendrait pas des propos tels qu'il l'a fait avec monsieur Corbeil lorsqu'il l'a sommé d'avertir ses chauffeurs.

[55] Le Tribunal en prend acte et constate une certaine introspection et prise de conscience.

[56] Il importe de souligner qu'il n'est pas là question d'une reconnaissance de responsabilité déontologique au sens entendu d'un plaidoyer évitant la tenue d'une audience au fond et le témoignage des tiers impliqués, et qui permettrait de conclure à la présence d'un facteur atténuant. Tenir une audience sur le fond n'est pas non plus un facteur aggravant, car il s'agit de son droit le plus strict. Il n'est cependant pas possible, ni équitable, de jouir d'un facteur atténuant à ce chapitre au même titre qu'un policier ayant reconnu sa responsabilité à la première occasion en amont du processus déontologique.

Chef 1 – Ne pas avoir exercé ses fonctions avec désintéressement et impartialité et ne pas avoir évité de se placer en conflit d'intérêts – Article 9 du Code

[57] Le Tribunal écarte les affaires soumises pour lesquelles les agents ont reconnu l'inconduite reprochée dans le cadre d'une audience dite « fond-sanction »¹⁴. Le poids à accorder sur la sanction à une reconnaissance de responsabilité en amont du processus déontologique est infiniment plus grand de celui, à l'inverse, d'une reconnaissance présentée de manière non spontanée, à l'ultime minute d'un long processus¹⁵, et de surcroît, à l'initiative d'une opportunité présentée par le juge.

[58] Le Tribunal ne retient pas l'affaire *Renaud*¹⁶, où l'agent décide de rencontrer la famille d'un ex-collègue retraité dans le but de leur faire part de ses inquiétudes quant à son état de santé et la nécessité d'une évaluation médicale. Le Tribunal concluait que l'agent avait agi dans le but de venir en aide, qu'il n'avait tiré aucun avantage ou bénéfice de l'affaire et qu'il n'existait pas de risque de récidive. Un avertissement avait été imposé. Ces considérants s'écartent du cas sous étude.

[59] Dans l'affaire *Lefebvre*¹⁷, il est reproché à un agent de la protection de la faune d'avoir participé à l'arrestation (qui s'est avérée illégale) d'un supérieur à qui l'on reprochait ses agissements, alors que l'agent se disait lui-même victime de ses agissements. Le Tribunal note que sa participation à l'arrestation était limitée, en somme celle d'un figurant, mais qu'il aurait néanmoins dû s'abstenir complètement. Deux jours

¹⁴ *Commissaire à la déontologie policière c. Trudeau*, 1999 CanLII 33141 (QC TADP); *Commissaire à la déontologie policière c. Boulanger*, 2006 CanLII 81677 (QC TADP); *Commissaire à la déontologie policière c. Leroux*, 2010 CanLII 49440 (QC TADP); *Commissaire à la déontologie policière c. Décembre*, 2024 QCTADP 16.

¹⁵ Voir notamment : *Séguin c. R.*, 2019 QCCA 962; *R. c. Nguene Nguene*, 2023 QCCQ 834, par. 94, conf. par 2023 QCCA 856; *Perron c. R.*, 2015 QCCA 601.

¹⁶ *Commissaire à la déontologie policière c. Renaud*, 2012 CanLII 5085 (QC TADP).

¹⁷ *Commissaire à la déontologie policière c. Lefebvre*, 2016 QCCDP 7.

de suspension furent imposés pour la dérogation à l'article 9 du Code. Ce cas se distingue notamment du fait que l'agent n'agissait pas seul ni de sa propre initiative, que sa participation fut limitée et qu'il n'avait aucun avantage personnel à tirer de la situation.

[60] Dans l'affaire *Latour*¹⁸, le sergent Latour se présente sur les lieux d'un accident impliquant une collègue policière et à la demande de celle-ci. Plutôt que de rédiger un rapport d'accident comme l'aurait voulu la situation, il cède à la demande de l'agente de rédiger un constat d'infraction à l'endroit de l'autre conducteur impliqué. Le Tribunal note la mauvaise foi du sergent, le fait qu'il fût un policier d'expérience et le supérieur de l'agente favorisée. Trois jours de suspension furent imposés pour la dérogation à l'article 9 du Code. Ce cas se distingue du fait que le policier n'espérait tirer aucun bénéfice personnel en prenant le parti de sa collègue. Sa faute est commise à l'occasion d'une seule et même intervention, contrairement au cas sous étude où le sergent Lavigne persiste et signe sa faute sur plusieurs jours durant lesquels il avait l'opportunité de se raviser.

[61] Dans l'affaire *Perron*¹⁹, l'agent répond à un appel d'aide auprès de jeunes troublant la paix, alors qu'il savait que son fils se trouvait parmi eux. Le concierge des lieux manifeste vocalement son mécontentement que l'agent Perron refuse de mettre en état d'arrestation le groupe de jeunes. L'agent répond que s'il est au courant que le concierge saisit à nouveau des jeunes par le bras pour les expulser, il pourrait perdre son emploi. Le concierge en comprend que l'agent voulait lui faire perdre son emploi. Durant la discussion, l'agent Perron frappe à deux ou trois reprises du doigt le thorax du concierge. Cinq jours de suspension furent imposés pour la dérogation à l'article 9 du Code. Le Comité soulignait que l'agent Perron, un policier d'expérience, savait ou aurait dû savoir qu'il devait se faire remplacer dans une situation semblable, et demander à un collègue d'effectuer cette intervention. Contrairement au sergent Lavigne, l'agent Perron avait un antécédent déontologique en vertu de l'article 7 du Code pour avoir communiqué des renseignements privilégiés.

[62] Ce dernier cas se rapproche de notre cas sous étude, encore qu'il faille distinguer le laps de temps beaucoup plus important sur lequel s'échelonne l'inconduite du sergent Lavigne et durant lequel ce dernier n'aura jamais choisi de cesser complètement d'agir dans l'exercice de ses fonctions.

¹⁸ *Commissaire à la déontologie policière c. Latour*, 2014 QCCDP 4; *Latour c. Larochelle*, 2015 QCCQ 1143.

¹⁹ *Commissaire à la déontologie policière c Perron*, 1998 CanLII 28938 (QC TADP), conf. par C.Q. Québec, n° 200-02-021056-983, 14 avril 2000, j. Bossé.

[63] Considérant tout ce qui précède, notamment l'absence d'antécédents déontologiques, et aux fins de rencontrer les objectifs de dissuasion et d'exemplarité de cette sanction, le Tribunal est d'avis que la suggestion de la Commissaire d'imposer au sergent Lavigne une suspension sans traitement de six jours est juste et appropriée.

Chef 2 – Avoir abusé de son autorité à l'égard de monsieur Dian Bah en l'intimidant – Article 6 du Code

Chef 3 – Avoir abusé de son autorité à l'égard de monsieur Corbeil en l'intimidant – Article 6 du Code

[64] Le Tribunal a décidé que le sergent Lavigne a intimidé dans le but d'obtenir un dédommagement financier auprès de l'employeur de monsieur Dian Bah.

[65] Il abuse *notamment* de ses pouvoirs en s'identifiant comme policier dans son litige personnel, en utilisant la menace d'un constat pour délit de fuite à l'endroit de monsieur Dian Bah en laissant entendre la possibilité de poursuites criminelles « s'il ment », en tentant par ces manœuvres d'infléchir la décision de monsieur Corbeil, et en allant jusqu'à menacer d'exercer un traitement différencié de ses pouvoirs discrétionnaires en matière de délivrance de constats pour les conducteurs de l'entreprise de collecte lorsqu'il sent que ses manœuvres n'ont pas l'effet escompté.

[66] Quelle est la sanction juste et raisonnable pour avoir ainsi abusé de son autorité?

[67] Dans l'affaire *Savard*²⁰, une suspension de deux jours fut imposée à un agent à qui l'on reproche d'avoir téléphoné à un citoyen interpellé plus tôt qui cherchait à connaître le nom de l'agent. Bien qu'il avait alors choisi de ne pas remettre de constat, lors de l'appel, l'agent laisse comprendre qu'il lui en enverrait un par la poste s'il déposait une plainte en déontologie policière. Comme dans notre affaire, le policier menace de délivrer un constat afin d'obtenir la collaboration d'un citoyen pour son bénéfice personnel.

[68] Dans l'affaire *Benoit*²¹, un citoyen racisé intercepté sans motif indique qu'il entend porter plainte. Il est arrêté illégalement, fouillé, son téléphone est saisi et des images de l'intervention sont supprimées. Lorsqu'il est libéré sans accusations, un policier lui dit qu'ils n'avaient pas trouvé d'accusation à porter contre lui et qu'il était chanceux parce que les prochains policiers qui l'intercepteraient seraient plus brutaux et agiraient avec

²⁰ *Commissaire à la déontologie policière c. Savard*, 2023 QCTADP 19.

²¹ *Commissaire à la déontologie policière c. Benoit*, 2020 QCCDP 25, conf. par *Benoit c. Dowd*, 2022 QCCQ 1528.

force contre lui. Le Tribunal a conclu qu'il s'agit d'intimidation, estimant que l'agent Benoit voulait mettre de la pression sur le citoyen pour le dissuader d'escalader ses doléances quant à l'événement qui venait de se produire. Aussi, l'agent sous-entend qu'il y aurait d'autres interceptions qui l'attendaient dans le futur. Le Tribunal impose une suspension sans traitement de deux jours ouvrables pour cette inconduite, qui tenait compte de l'absence d'antécédents déontologiques.

[69] En raison de la gravité de l'inconduite du sergent Lavigne, considérant la jurisprudence en semblable matière et l'absence de dossier déontologique, le Tribunal est d'avis que la suggestion d'une suspension de deux jours ouvrables est appropriée sur chacun des chefs 2 et 3.

Les sanctions seront-elles consécutives?

[70] La Commissaire demande que les suspensions aux chefs 1 à 3 soient imposées de manière consécutive.

[71] L'article 234 de la Loi accorde effectivement au Tribunal le pouvoir d'imposer des sanctions consécutives. Le principe est l'imposition de sanctions concurrentes lorsque les fautes sont intimement reliées et découlent du même incident. Cependant, des sanctions consécutives peuvent être imposées en présence d'inconduites distinctes dans le temps et quant à leur objet²².

[72] Dans le cas qui nous occupe, les inconduites remplissent ces critères. Sans y revenir exhaustivement, l'inconduite nommée au chef 1 débute et se produit le 20 octobre, mais se poursuivra jusqu'au 24 octobre. L'inconduite nommée au chef 2 vise monsieur Dian Bah, et se produit principalement le 20 octobre. L'inconduite nommée au chef 3 vise monsieur Corbeil et s'étale entre le 20 et le 22 octobre. Ce sont donc deux chefs distincts, qui visent deux personnes différentes et qui visent deux périodes temporelles distinctes.

[73] Même en considérant l'effet global de ces sanctions imposées consécutivement, soit 10 jours de suspension sans solde, la sanction est loin d'être excessive vu la gravité objective des fautes déontologiques commises.

[74] Les suspensions seront imposées consécutivement.

²² *Tan c. Lebel*, 2010 QCCA 667; *Boucher c. Simard*, 2014 QCCQ 2707; *Cool c. Commissaire à la déontologie policière*, 2023 QCCQ 4345.

L'imposition d'une formation

[75] En plus de la sanction, le Tribunal peut imposer au policier de suivre avec succès une formation *ou* de suivre avec succès un stage de perfectionnement, s'il estime que le niveau de compétence du policier s'avère inférieur aux exigences de la protection du public²³. Cette disposition fait écho au Code qui prévoit que, afin de promouvoir la qualité du service policier dans ses rapports avec le public, le policier doit favoriser le développement de sa profession, en outre, par sa participation aux cours et stages de formation permanente²⁴.

[76] La Commissaire met en exergue le fait que le sergent Lavigne a usé de ses privilèges et de ses fonctions de sergent dans le cadre de ses inconduites déontologiques, et ce, à plusieurs reprises. Quant à elle, la partie policière affirme que les manquements déontologiques ont très peu de lien avec la fonction de sergent, et qu'une formation n'apparaît pas nécessaire chez un policier avec 19 années d'ancienneté.

[77] Le Tribunal est d'avis qu'une formation est tout à fait indiquée dans les circonstances afin de permettre au sergent Lavigne de développer les compétences attendues de lui dans les domaines de l'éthique et de l'exécution de fonctions de sergent.

[78] La formation répond à un besoin réel.

[79] Après avoir consulté l'offre de formation dispensée par l'ENPQ, la Commissaire suggère au Tribunal d'imposer de suivre avec succès la formation « Supervision de Patrouille – PPU-010-39 » d'une durée de 96 heures offerte aux nouveaux sergents. Il ressort de la preuve administrée que, contrairement à plusieurs de ses homologues, le sergent Lavigne n'a pas reçu de formation spécifique en la matière.

[80] Cette formation aurait le bénéfice de permettre au sergent Lavigne de mieux comprendre l'étendue des devoirs et obligations associés à son grade ainsi que des limites qui s'imposent à lui dans l'exercice de ses fonctions, limites qui furent dépassées lorsqu'il s'est impliqué professionnellement dans un conflit personnel.

[81] Si cette formation répond à un besoin réel, elle ne s'offre qu'à fort peu de dates, s'étale sur une durée de 3 semaines et il fut présenté en preuve par la Commissaire que cette formation est appelée à disparaître et à être remplacée par une autre. Or, il importe que le sergent Lavigne soit en mesure de suivre la formation que lui impose le Tribunal,

²³ *Loi sur la police*, préc., note 5, art. 234.

²⁴ *Code de déontologie des policiers du Québec*, préc., note 1, art. 2.

notamment puisque l'exécution de la mesure est essentielle pour qu'une demande d'excuse soit recevable.

[82] Considérant ce qui précède, le Tribunal statuera sur le sujet et la durée minimale de la formation en fonction des besoins et des circonstances particulières dégagés par la présente affaire. D'autre part, il appartiendra au directeur du corps de police d'établir un plan de formation²⁵ répondant à la mesure imposée et aux besoins dégagés par le Tribunal.

[83] Pour les motifs exposés, le Tribunal est d'avis d'imposer au sergent Lavigne de suivre avec succès une formation couvrant les volets éthique et supervision, d'une durée minimale de 16 heures²⁶, auprès d'un formateur reconnu.

[84] Une formation n'est pas une simple formalité; elle vise à corriger une lacune par la pédagogie. Un apprentissage efficace sur des sujets aussi délicats ne peut se limiter à la simple transmission d'information. Il doit inclure un temps minimal de réflexion permettant l'intégration des principes et la consolidation des bonnes pratiques.

[85] Il va sans dire qu'il demeure loisible au sergent Lavigne de suivre la formation proposée par la Commissaire puisque celle-ci répond – voire surpasse – les besoins en formation dégagés par le Tribunal.

[86] Le Tribunal souligne qu'une telle mesure n'est pas imposée pour dissuader ou sanctionner, mais qu'elle vise plutôt à répondre à un besoin réel dans le but ultime de promouvoir la qualité du service policier dans ses rapports avec le public.

[87] **POUR CES MOTIFS**, le Tribunal **IMPOSE** les sanctions suivantes de manière consécutive au sergent **HUGO LAVIGNE** :

Chef 1

[88] **une suspension sans traitement de six jours ouvrables de huit heures** pour avoir dérogé à l'article 9 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (n'avoir pas agi avec désintéressement et impartialité et n'avoir pas évité de se placer dans une situation où il serait en conflit d'intérêts);

²⁵ *Loi sur la police*, préc., note 5, art. 3.

²⁶ Soit l'équivalent de deux jours de formation.

Chef 2

[89] **une suspension sans traitement de deux jours ouvrables de huit heures** pour avoir dérogé à l'article 6 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir abusé de son autorité à l'égard de monsieur Mamadou Dian Bah, en l'intimidant);

Chef 3

[90] **une suspension sans traitement de deux jours ouvrables de huit heures** pour avoir dérogé à l'article 6 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir abusé de son autorité à l'égard de monsieur Nicolas Corbeil, en l'intimidant).

MESURE IMPOSÉE SOUS LE CHEF 1

[91] Le Tribunal **IMPOSE** au sergent **HUGO LAVIGNE** de suivre avec succès une formation couvrant les volets **ÉTHIQUE** et **SUPERVISION**, d'une durée minimale de 16 heures, auprès d'un formateur reconnu.

Edith Crevier

M^e Elias Hazzam et M^{me} Catherine L.
Savaria, stagiaire
Roy, Chevrier, Avocats
Procureurs de la Commissaire

M^e Dominique Goudreault
Gaggino Avocats
Procureurs de la partie policière

Lieu : À distance

Dates d'audiences : 1^{er} août 2024 et 30 mai 2025.